



## Conseil économique et social

Distr. générale  
29 novembre 2017  
Français  
Original : anglais

---

### Commission du développement social

#### Cinquante-sixième session

31 janvier-7 février 2018

**Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : stratégies d'élimination de la pauvreté visant à parvenir à un développement durable pour tous**

### **Déclaration présentée par le Doha International Family Institute, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social\***

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



## **Déclaration**

### **Adopter une approche intégrée de l'élimination de la pauvreté – protéger la famille en période de guerre et de conflit**

#### **Introduction**

Force est de constater que l'extrême pauvreté est toujours beaucoup trop élevée, et qu'il faut absolument redoubler d'efforts pour y remédier. Les objectifs de développement durable de l'ONU, adoptés en 2016, soulignent ainsi l'importance de l'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes pour parvenir au développement durable pour tous.

Malgré les efforts considérables entrepris pour éliminer la pauvreté et renforcer la consolidation de la paix, les récents conflits et guerres qui ont éclaté dans de nombreuses régions ont eu des conséquences graves, radicales et multidimensionnelles pour les familles et leurs membres, notamment les enfants, les personnes âgées et les femmes. Ces familles ont été contraintes de faire face à des situations imprévues, en étant forcées à fuir leurs foyers, vivre dans des zones de guerre, perdre des êtres chers et supporter des situations intolérables. Il est établi que les conflits violents rendent les familles très vulnérables, changent leurs relations et modifient leur structure et leur composition. La destruction de services publics essentiels tels que la santé, l'électricité, l'eau et l'assainissement prive les familles de services de base. L'effondrement de l'état de droit pendant la guerre prive les familles de sécurité et de protection, en particulier leurs membres les plus vulnérables. Plus les guerres durent, plus leurs effets sont dévastateurs et rendent les populations vulnérables.

Il est établi que les guerres et conflits violents nuisent à l'économie et à la capacité de l'État, des autorités locales ou du secteur privé à offrir des services et des possibilités de revenus pour les familles et leurs membres. Les ressources publiques ne sont plus consacrées à la protection sociale, aux activités productives et aux services de bases fournis par l'État aux familles, ce qui les rend plus vulnérables à la pauvreté. De plus, les conflits armés peuvent rendre les familles doublement vulnérables lorsque les exploitations agricoles, les maigres ressources en eau et d'autres ressources naturelles sont prises pour cible. Les conséquences du conflit pour la vie des familles ne disparaissent pas lorsque les combats cessent, elles se font toujours ressentir même après le conflit. À cet égard, il est très probable que les personnes chroniquement pauvres pendant la guerre le resteront une fois la paix rétablie.

Il est prouvé que le nombre d'enfants directement touchés par les conflits armés est extrêmement élevé et sans précédent. Lors de ces conflits, les enfants sont mutilés, tués ou arrachés à leurs foyers et communautés. Des enfants deviennent orphelins et sont exploités et victimes de violences sexuelles. Certains sont enlevés et recrutés comme soldats. La guerre prive souvent les enfants d'un accès à l'aide et à la protection humanitaires et les empêche de réaliser leurs droits à la santé et à l'éducation. Les enfants n'ont pas seulement le droit à la santé, à la nutrition et à l'éducation, ils ont également le droit d'être protégés, de vivre sans violence et de vivre dans un « environnement sûr et favorable » (Sommet mondial pour les enfants, 1990). La pauvreté touche tous les aspects de la vie des enfants, des désavantages économiques et matériels aux contraintes sociales et relationnelles et à l'exclusion

sociale, en passant par les aspects personnels et mieux cachés de la pauvreté liés à la honte, la tristesse et la peur de la différence et de la stigmatisation. Il est également avéré que la pauvreté des enfants en période de guerre et de conflit est la cause profonde de la pauvreté à l'âge adulte.

Les effets des conflits armés sur les enfants, en particulier les nourrissons et les jeunes enfants, ne peuvent être examinés sans tenir compte des femmes. Dans ce contexte, les femmes sont particulièrement touchées par les guerres et les conflits, qui, alors que leurs conjoints sont tués, blessés, émigrent ou rejoignent des groupes armés, changent considérablement leur vie et alourdissent leur fardeau économique, encore aggravé par l'absence d'état de droit et l'effondrement des institutions gouvernementales. Les hommes partis au combat, les femmes sont chargées de maintenir le tissu social de leur famille et leur communauté. Pendant et après la guerre, les femmes jouent un rôle déterminant en ce qu'elles contribuent à donner un sentiment d'appartenance qui aide les enfants à dépasser les traumatismes de la guerre.

On constate que les femmes subissent de graves conséquences de la guerre, comme les déplacements, la perte du logement et des biens, la perte ou la disparition involontaire de proches, la pauvreté et la séparation et la désintégration des familles, et sont victimes de meurtre, terrorisme, torture, disparitions involontaires, d'esclavage sexuel, de viol et de violences sexuelles. Les violences sexistes sont également exacerbées en temps de guerre et de conflit. Les conséquences sociales, économiques et psychologiquement traumatisantes des conflits armés et de l'occupation et la domination étrangères qui les suivront toute leur vie viennent s'ajouter aux conséquences qu'elles subissent en tant que femmes (Déclaration et Programme d'action de Beijing, 1995). Il faut donc protéger les femmes des violences sexistes et, lorsqu'elles en sont victimes, leur offrir une prise en charge psychosociale. Leurs efforts de consolidation de la paix doivent être encouragés aux niveaux local, régional, national et international. Les enfants en seront les premiers bénéficiaires.

Les politiques familiales jouent un rôle important dans la réduction de la pauvreté. Elles devraient être exploitées pour contribuer à la réalisation des objectifs de développement aux niveaux national, régional et mondial.

## **Conclusion**

Il est évident que la pauvreté et les conflits sont liés et se renforcent mutuellement. La fragilité, les conflits et la violence, plus fréquents et plus intenses, constituent un obstacle important à la réalisation des objectifs de développement durable, à l'élimination de la pauvreté extrême et à la prise en compte des besoins des personnes démunies et vulnérables. Les plus vulnérables dans les zones de guerre et de conflit risquent d'être les laissés-pour-compte des objectifs de développement durable et la réalisation de la première cible du 16<sup>e</sup> objectif, consistant à « réduire nettement, partout dans le monde, toutes les formes de violence et les taux de mortalité qui y sont associés », est menacée par l'augmentation des conflits.

En dépit des efforts considérables entrepris pour intensifier la participation à la consolidation de la paix et à la protection des familles et de leurs membres, il faut encore adopter une approche intégrée pour prévenir la récurrence des conflits violents.

Si l'on adopte une démarche axée sur les droits fondamentaux, fondée sur l'idée que la pauvreté est une violation des droits de l'homme, la nécessité de lutter contre la pauvreté en période de guerre et de conflit s'impose. L'importance de la pauvreté

touchant les enfants est énoncée dans la Convention relative aux droits de l'enfant, qui définit les droits de l'enfant comme le droit à un niveau de vie suffisant, et le droit de ne pas être privé d'aspects essentiels de leur vie, notamment en matière de santé, d'éducation, de nutrition, de soins et de protection.

Une autre solution pour atténuer la pauvreté dans les zones de conflit serait d'adopter une approche fondée sur les moyens de subsistance. Les programmes d'amélioration des conditions de vie aident les familles touchées et les groupes vulnérables, comme les personnes déplacées par un conflit, les jeunes, les femmes, les ménages dirigés par une femme et les personnes handicapées, leur évitent d'être encore plus destitués, marginalisés et dépendants d'une aide en offrant un revenu d'urgence aux personnes ayant perdu leur emploi ou leur entreprise, en réparant les infrastructures communautaires de base, en proposant des services et en développant les capacités locales de relèvement rapide.

Enfin, il faudrait adopter une démarche axée sur la résilience, s'appuyant sur les capacités et les compétences des familles touchées et centrée sur le renforcement de la capacité des familles à faire face aux conséquences de la guerre et des conflits en leur proposant des interventions d'urgence immédiates, en améliorant leurs conditions de vie, leurs logements, leurs infrastructures et leurs services de base ; la résistance contre les conséquences socio-économiques de ces conflits grâce au recouvrement d'avoirs productifs ; et l'appui pour parvenir au développement grâce à un environnement socioéconomique pacifique et fonctionnel.

### **Recommandations**

- a) Veiller à ce que les approches qui se sont révélées efficaces pour soutenir les familles en offrant par exemple une protection de remplacement pour les enfants, une protection générale, l'accès à l'éducation, à la santé, à l'assainissement, au logement et aux infrastructures socioéconomiques aux personnes en situation précaire soient appliquées de manière plus étendue et plus cohérente ;
- b) Centrer les stratégies d'atténuation de la pauvreté sur la famille en tant que groupe et reconnaître que l'éclatement de la famille peut être à la fois une cause profonde et une conséquence de la pauvreté et que sa prévention est prioritaire pendant et après les guerres et les conflits ;
- c) Adopter une approche intégrée pour comprendre les incidences des conflits sur la pauvreté de la famille, des enfants et des femmes dans un cadre respectueux des droits de l'homme ; mettre en place des programmes efficaces d'amélioration des conditions de vie axés sur la résilience et tenant compte des disparités entre les sexes avant un conflit, en période de conflit et après un conflit ;
- d) Protéger les familles de réfugiés contre la violence et l'exploitation, en veillant au respect du droit de tout enfant réfugié à l'éducation et en redoublant d'efforts pour intégrer les droits de l'homme et la sensibilisation à l'environnement et à la paix dans les programmes éducatifs ;
- e) Intensifier l'appui multisectoriel aux familles pour transformer les changements d'orientation des pays accueillant des réfugiés en soutien aux familles grâce à des systèmes de protection sociale ;
- f) Éliminer tous les obstacles qui empêchent les enfants d'aller à l'école, notamment en rendant les écoles sûres et en améliorant l'enseignement et l'apprentissage ; veiller à ce que ceux qui ont abandonné l'école puissent y retourner ;

reconnaître les certificats scolaires ; et offrir un appui aux enfants qui ont subi des traumatismes liés à la guerre ;

(g) Améliorer la collecte d'informations, la collecte de données, les travaux de recherche et d'analyse sur les familles, les enfants et les femmes en situation de conflit afin d'améliorer la mise en œuvre des programmes et politiques.

---